



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 07 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALOR 3E – site de Bourgneuf-en-Mauges

ZI de la Bergerie
Rue Thomas Edison
49280 La Séguinière

Références : EC-2025-15-INSP-Valor 3E-Bourgneuf-en-Mauges-RAP

Code AIOT : 0006301329

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement VALOR 3E implanté à La Boiverie Bourgneuf en Mauges 49620 Mauges-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel des visites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR 3E
- La Boiverie Bourgneuf en Mauges 49620 Mauges-sur-Loire
- Code AIOT : 0006301329
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte VALOR 3E, qui représente plus de 330 000 habitants répartis en Maine-et-Loire (Mauges, Choletais et Vihersois) et en Loire-Atlantique (Vignoble Nantais), exerce une mission de service public attachée à la gestion et à l'élimination des 42 000 tonnes de déchets produits par les territoires adhérents. Près de 20 000 t/an d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) sont directement traitées par les installations de VALOR 3E qui dispose à cet effet d'une unité de Tri-Mécano-Biologique (TMB) associée à une station de compostage couverte qui transforme les matières fermentescibles en composts normés. Le site produit 3 500 tonnes de compost par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.7	Demande d'action corrective	2 mois et 3 mois
4	Emissions canalisées	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 V	Sans objet	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
3	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de :

- réaliser un diagnostic du Pz4 sous 2 mois pour mesurer sa détérioration éventuelle ;
- transmettre un rapport d'analyse de l'impact des activités sur la qualité des eaux souterraines sous 3 mois ;
- répertorier sous 4 mois les piézomètres de l'UVEOR et l'ISDND en post-exploitation dans la banque du sous-sol (BSS) ;
- réaliser la prochaine campagne de rejets atmosphériques en tenant compte des valeurs limites de l'AM du 17/12/2019 et de la fréquence semestrielle de surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des piézomètres
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'au moins 2 points de contrôle des eaux souterraines placés en aval et en amont du sens d'écoulement des zones potentielles de transmission de polluants vers la nappe(autant que possible, de part et d'autre de la fosse de réception des déchets). L'exutoire des eaux de drainage de la nappe peut constituer l'un de points. La surveillance annuelle des eaux souterraines sur les paramètres DCO, DBOS, MES, conductivité et hydrocarbures totaux (HCT).

Constats :

Constats du 25/01/2022 :

L'exploitant a transmis les derniers résultats d'analyses de suivi de la qualité des eaux souterraines sur les piézomètres Pz4 (amont) et Pz5 (aval). Les résultats affichés en MES du 10/12/2021 sont :

PZ4 : 2 700 mg/l

Pz5 : 19 mg/l

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à approfondir son analyse de l'impact de son activité sur la qualité des eaux souterraines, en validant le sens d'écoulement de la nappe notamment. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre une analyse sous 3 mois justifiant de la teneur élevée en MES en amont de l'ICPE (validation du sens d'écoulement, localisation vis-à-vis de l'ISDND, historique de la mesure, etc...).

Constats du 15/01/2025 :

Selon l'exploitant, le Pz4 est le piézomètre amont et le Pz5 aval.



Les résultats en MES du 08/03/2022 indiquent :

Pz4 : 690 mg/l

Pz5 : 46 mg/l

Les résultats en MES de décembre 2023 indiquent :

Pz4 : 5 100 mg/l

Pz5 : 96 mg/l

Les résultats des campagnes de 2024 indiquent les valeurs suivantes :

	Mars 2024	Mai 2024	Août 2024
Pz4 (amont)	1 900 mg/l	240 mg/l	840 mg/l
PZ5 (aval)	7 mg/l	12 mg/l	150 mg/l

L'exploitant a réalisé une analyse sur le Pz5 le 30 décembre 2024, indiquant une valeur de 150 mg/l en MES. Le Pz4 n'a pas été prélevé.

L'exploitant indique que les piézomètres ont été installés en 2012, mais que le suivi des MES remonte seulement à 2020. Les premières valeurs sur Pz4 en 2020 étaient de l'ordre de 1 500 mg/l.

L'exploitant soupçonne une détérioration du piézomètre. Les autres paramètres suivis n'indiquent pas de variation entre l'amont et l'aval.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un diagnostic du Pz4 sous 2 mois afin de déterminer s'il est endommagé ou non. L'exploitant transmet sous 3 mois un rapport afin d'approfondir son analyse de l'impact de son activité sur la qualité des eaux souterraines (validation du sens d'écoulement, localisation vis-à-vis de l'ISDND en post-exploitation, historique des mesures, etc...). A défaut, un nouveau piézomètre amont est implanté sur le site .

L'inspection demande à l'exploitant d'enregistrer les cinq piézomètres dans la Banque de données du sous-sol (BSS) sous 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir; le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant présente le plan de défense incendie en date du 11 juin 2024.

L'exploitant a réalisé un exercice incendie en présence du SDIS en octobre 2023.

L'exploitant s'est engagé à transmettre au SDIS le plan de défense incendie actualisé d'ici la fin du mois de janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :

L'exploitant déclare avoir réalisé trois exercices incendie en 2024 (27/03, 19/07 et 25/10). Ces exercices ont été organisés sans que les salariés en soient informés.

L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice de juillet 2024 : ce compte-rendu mentionne les points positifs de l'exercice et les points d'amélioration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions canalisées**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 V**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement biologique de déchets**Prescription contrôlée :**

Les émissions à l'atmosphère respectent les VLE ci-après, mesurées sur des échantillons représentatifs des rejets correspondant à une activité normale de l'établissement et des équipements de traitements :

Paramètres	VLE
NH3	20 mg/Nm ³
Poussières	5 mg/Nm ³
COVT	40 mg/Nm ³

La fréquence de surveillance est semestrielle.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 26 août 2024 concernant la mesure de rejet atmosphérique en aval du biofiltre. Les valeurs de rejet en poussières totales, ammoniac et H₂S sont conformes à l'arrêté ministériel WT du 17/12/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures de rejets canalisés en tenant compte des valeurs limites de l'AM du 17/12/2019 ainsi que de la fréquence semestrielle de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suite**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois